

**Etude de
L'impact de la structure de propriété des
médias sur le travail du journaliste**

Version intégrale disponible auprès du bureau de la FES Madagascar

RESUME EXECUTIF

PRESENTÉ PAR RANDRIATAVY Lova
POUR LE COMPTE DE LA FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

RESUME EXECUTIF

Le paysage médiatique malgache subit une reconfiguration depuis la libéralisation de la presse qui permet une éclosion des médias privés.

Les multiples transactions impliquant la création, la fusion, la cession ou l'acquisition d'entreprises de presse ont progressivement permis l'émergence et l'essor de grands groupes dont les pouvoirs sont mis par les propriétaires au service de leurs ambitions politiques et économiques.

Concrètement, la structure de propriété des médias apparaît sous quatre formes.

- Lorsqu'une entreprise contrôle, sur un territoire donné, plusieurs unités de production de même nature, il s'agit d'une concentration horizontale.
- La concentration est dite verticale quand une entreprise contrôle l'économie entière du média, c'est-à-dire, les différentes phases d'un processus de production.
- La propriété croisée décrit la possession par un groupe de plusieurs types de médias.
- Le conglomérat sous-entend les coopérations et alliances entre groupes de médias dans des domaines précis ; des groupes qui se trouvent d'ailleurs impliqués dans d'autres activités connexes de la vie industrielle ou commerciale.

De par cette structure de propriété, l'on assiste ainsi à Madagascar, à l'émergence puis à l'intensification des monopoles économique et politique dans le secteur des médias.

Cette structure de propriété influe sur le travail du journaliste. On en reconnaît des avantages et bien plus d'inconvénients.

D'une part, la concentration des médias démultiplie la puissance commerciale des entreprises de presse tout en favorisant des contenus et des présentations plus innovants et diversifiés.

D'autre part, force est de relever plusieurs impacts négatifs de la structure de propriété des médias:

1. la fragilisation/exclusion des petites entreprises et le risque de censure économique dans un contexte de compétition inter-médias qui favorise un journalisme de marché dont l'objectif est de satisfaire les consommateurs ;
2. la naissance d'un journalisme militant, de déférence et de révérence dont les pratiques professionnelles se focalisent sur la « *spéctacularisation* » des informations et surtout sur la personnification des propriétaires ou des personnalités politiques auxquelles les propriétaires se rallient.

3. la mise en péril du journalisme de qualité par la dégradation de la valeur de l'information et de la diversité des médias.
4. la précarisation et la dégradation de l'emploi du journaliste qui perd de son autonomie.
5. la restriction flagrante de la liberté de journalistes divisés, sur le qui-vive et travaillant dans l'insécurité - car menacés et victimes d'intimidation - au sein de médias fortement politisés qui font face à un organe de régulation difficilement indépendant et dont les compétences sont fortement limitées.

Des mesures s'imposent. La priorité est de renverser la tendance et de faire en sorte que la structure de propriété des médias contribue à l'amélioration de la qualité, de la diversité et du pluralisme de l'information.

Les recommandations avancées s'appuient sur bonnes pratiques étrangères sur lesquelles la société malgache pourrait s'inspirer. Ainsi, les possibles solutions pour créer un journalisme de qualité, respectueux de la diversité et du pluralisme nécessaire dans une société démocratique sont :

- la fixation d'un cadre juridique large à l'intérieur duquel les partenaires du système de l'information, propriétaires d'entreprises, journalistes et représentants du public, pourraient eux-mêmes déterminer les paramètres qu'ils estiment acceptables.
- l'organisation de débats publics sur les questions liées à la structure de propriété des médias et ses conséquences sur l'information et la démocratie.
- l'institution d'un régime d'autorégulation des médias par l'établissement d'un code de déontologie et d'éthique journalistique et la mise en place de structures de responsabilisation des médias.
- l'éducation aux médias comme mode de gestion des complexités du monde médiatique.
- la promotion d'un journalisme de qualité par des démarches créatrices de renforcement des capacités des médias.

SOMMAIRE DU RAPPORT D'ETUDE

Résumé exécutif	4
Introduction	6
<u>I- L'ENVIRONNEMENT MEDIATIQUE A MADAGASCAR.....</u>	8
1. UN PAYSAGE AUDIOVISUEL EN CONSTANTE MUTATION ...	8
• L'écllosion et la prolifération des chaines de télévision et des stations de radiodiffusion	
• Une mauvaise répartition géographique	
• La concurrence entre chaines locales, privées et publiques	
• Coexistence entre grands services mondiaux et services locaux	
• Le pluralisme dans les émissions diffusées	
• Des chaînes privées illégales et en cours de régularisation	
• Des médias intégrant le processus de développement	
• La politisation des médias à Madagascar	
2. UNE PRESSE ECRITE EN PLEIN ESSOR	24
• Antananarivo, capitale de la presse écrite	
• Une édition en trois langues	
• Des coûts variables	
• Des rubriques qui tendent à se diversifier	
3. L'EMERGENCE DE LA PRESSE EN LIGNE	26
Conclusion partielle	26
<u>II- LA STRUCTURE DE PROPRIETE DES MEDIAS : CONCENTRATION, PROPRIETE CROISEE ET CONGLOMERAT</u>	27
1. La concentration ou intégration horizontale	28
2. La concentration ou intégration verticale	28
3. La propriété croisée ou propriété mixte	29
4. L'intégration multisectorielle ou conglomérat	30
5. Portrait des groupes autres propriétés les plus importants	30
Conclusion partielle	36

<u>III- LES IMPACTS DE LA STRUCTURE DE PROPRIETE DES MEDIAS</u>	38
1. Propriété des médias et économie des médias : fragilisation/exclusion des « petites » entreprises et risque de censure économique dans un contexte de compétition inter-médias	39
2. Propriété des médias, politique et pratiques journalistiques : naissance d'un journalisme de tous les noms	40
3. L'incidence de la concentration sur les sources et contenus informationnels : mis en péril du journalisme de qualité	43
4. Structure de propriété et précarisation/dégradation de l'emploi du journaliste	45
5. Structure de propriété et liberté de la presse: des restrictions poignantes depuis 2009	53
6. Structure de propriété et accès de la population aux médias	62
Conclusion partielle	65
 <u>IV- LES RECOMMANDATIONS FORMULEES</u>	66
1. Les bonnes pratiques des pays étrangers pour contrecarrer les impacts négatifs de la structure de propriété des médias sur le travail des journalistes	66
2. Les possibles solutions pour créer un journalisme malgache de qualité, respectueux de la diversité et du pluralisme nécessaire dans une société démocratique	79
 BIBLIOGRAPHIE	83
 ANNEXES	87